

Les leaders européens veulent (re)prendre la main sur la conduite de l'Union

Union européenne

- Les leaders européens, réunis ce jeudi et vendredi, vont se pencher sur l'avenir de l'Union après le Brexit.
- Le président du Conseil européen a fixé un agenda copieux et concret.
- Mais une politique migratoire commune n'est pas pour demain.

Après le speech sur l'état de l'Union européenne du président de la Commission, Jean-Claude Juncker, après le discours de la Sorbonne du Français Emmanuel Macron, voici la méthode Donald Tusk. Suite au sommet européen informel de Tallinn, le président du Conseil européen s'est lancé dans deux semaines de consultations avec les capitales de l'Union pour sonder leur état d'esprit quant au débat sur l'avenir de l'Union. Ces discussions ont nourri la contribution du Polonais au débat sur l'avenir de l'Union, intitulée "l'agenda des leaders". Les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-sept en discuteront, ce vendredi matin. "Le ton est différent. On n'y trouve pas le lyrisme de Macron avec des références à Mona Lisa et au profil des temples grecs; ni les détails du discours de Juncker", ironise un diplomate d'un Etat membre, "mais Tusk est dans son rôle".

1 L'Union européenne doit se consacrer au concret

Les visions sur l'avenir de l'Union, c'est bien, mais ce qui compte, aux yeux du président Tusk, c'est que l'Europe réponde aux problèmes concrets des citoyens. "[...] Nous devons

nous garder de ne pas nous enliser dans de vains débats théoriques ou institutionnels", a écrit le Polonais aux leaders européens. "L'objectif clé de l'agenda des leaders est de bâtir sur base des progrès accomplis depuis la feuille de route de Bratislava, puis la Déclaration de Rome", commente une source européenne de haut rang, mais "il y a de la place pour les nouvelles idées mises sur la table cette dernière semaine", par M. Macron, par exemple.

Les négociations sur le Brexit

La Première ministre britannique Theresa May a demandé à ses homologues européens "des projets ambitieux" pour débloquer les discussions sur le Brexit. Elle a pointé l'urgence de trouver un accord sur le sort réservé aux citoyens expatriés après la sortie du Royaume-Uni de l'Union.

Mais les Vingt-sept devraient acter ce vendredi le manque de progrès suffisants dans les négociations avec Londres. Ils devraient néanmoins commencer à réfléchir à leurs futures relations, sans pour autant accepter d'en discuter tant que les modalités du divorce n'auront pas été bouclées.

2 Davantage de sommets et de leadership des dirigeants européens

Donald Tusk veut que le Conseil européen soit le lieu de débats politiques, qu'il accouche de décisions politiques et puisse débloquer des dossiers coincés à l'étage du Conseil des ministres de l'UE. "Les chefs ont la légitimité pour le faire. Ils ont tous été élus démocratiquement dans leur pays", insiste le diplomate national. Non sans ajouter que "le Conseil européen ne va pas remettre en cause les décisions adoptées au Conseil des ministres. Il n'est pas question qu'il devienne une instance d'appel. Et si une décision est prise au Conseil européen, il faut de toute façon qu'elle repasse par la moulinette législative".

Un des risques de l'exercice est le retour de la méthode intergouvernementale, en vogue à l'ère Merkozy. Aussi les pays du Benelux insisteront-ils sur le respect de la méthode communautaire, qui garantit l'intérêt commun et permet aux plus petits Etats membres de ne pas être tenus pour quantité négligeable par les grands.

Selon l'agenda élaboré par M. Tusk, les leaders européens ne vont plus se quitter: il a programmé pas moins de treize sommets d'ici mai 2019. M. Juncker avait plaidé pour que le dernier précédant les élections européennes se tienne à Sibiu, en Roumanie, le 30 mars, au lendemain du Brexit. M. Tusk a préféré la date du 9 mai, jour de la fête de l'Europe.

Pour être concret, il faut être efficace, souligne le président Tusk. Il veut baser les discussions de chaque sommet sur des "notes décisionnelles" qui établiront "les points de désaccord" et "l'étendue des divergences" entre Etats membres, afin d'avoir un

L'Union n'est pas près de se doter d'une politique migratoire

Sur l'épineuse question de la politique d'asile européenne les discussions des Vingt-huit ont tendance à tourner au vinaigre. Le débat du dîner des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union jeudi soir, ne devait cependant pas susciter de tensions, ni annoncer des avancées spectaculaires. L'accent est mis sur l'aspect extérieur de la migration – le seul qui fait consensus : le contrôle des frontières de l'UE, l'accélération des retours des migrants non éligibles à l'asile, la coopération avec les pays de transit, notamment la Turquie et la Libye.

L'externalisation de la gestion des flux migratoires a un prix. Tout comme la lutte contre la pauvreté et le manque d'opportunités qui poussent des milliers de migrants à tenter de vivre le "rêve européen". Mais les Vingt-huit ne semblent pas pressés de mettre la main au portefeuille. (Le président du Conseil européen) *"Donald Tusk voudrait que les Etats membres reconnaissent qu'il y a une diminution de 64% des arrivées sur la route de la Méditerranée centrale ces trois derniers mois. La question est de savoir comment nous allons consolider cette tendance et atteindre zéro arrivée. Pour cela, nous avons besoin de plus d'argent. Or les contributions au Fonds fiduciaire pour l'Afrique ne sont pas suffisantes parce qu'il n'inspire pas une confiance aux Etats membres. Ceux-ci demanderont sans doute que les programmes financés se concentrent sur la réduction de la migration illégale à court terme plus que sur des objectifs de développement sur le long terme"*, explique un insider.

La politique migratoire "interne" de l'UE, *"ce sera pour décembre"*, précise la même source. *"Ce sujet représente le plus grand risque pour l'unité de l'Union"*, met en garde un diplomate. Pour l'heure, chacun campe sur ses positions. Certains Etats d'Europe centrale et orientale plaident pour une ligne dure en termes d'accueil des migrants; d'autres prônent une solidarité européenne dans la gestion de l'asile. *"Ce conflit inutile entre les Etats membres doit cesser"*, a insisté M.Tusk, jeudi. Et d'ajouter que le système de relocalisation des réfugiés depuis la Grèce et l'Italie, honni à l'est de l'Union, *"n'a pas d'avenir"*.

Le Parlement veut réformer le système de Dublin

Les Vingt-huit ne pourront pas éviter le sujet *ad vitam aeternam*. En 2015, la crise migratoire a pratiquement provoqué l'effondrement du système de Dublin, qui confie au pays d'arrivée dans l'UE la responsabilité de traiter une demande d'asile, la Grèce et l'Italie étant débordées par les centaines de milliers d'arrivées sur leurs côtes. Sans aller jusqu'à remettre "Dublin" en question, la Commission avait alors proposé de corriger le tir en instaurant "un mécanisme d'équité" pour

débat politique. *"Si nous voulons avancer, même les sujets les plus conflictuels doivent être mis sur la table du Conseil européen"*, justifie le diplomate européen. Selon le président Tusk, les tensions intra-européennes sont suffisamment apaisées pour que les leaders puissent se dire les choses en face. Le Premier ministre belge Charles Michel acquiesce : *"La franchise, le parler vrai est la condition pour la confiance, et la confiance est une condition pour avancer ensemble"*.

M. Tusk veut aussi assurer le suivi des travaux. Le leader du pays qui occupe la présidence du Conseil sera chargé, à chaque sommet, de dresser l'état des lieux des progrès accomplis dans la poursuite de l'agenda de Bratislava (migration, sécurité intérieure, défense, développement économique et social).

3 L'unité reste l'objectif, pas nécessairement le consensus

Donald Tusk vise à garder tout le monde à bord, sur tous les sujets... autant que possible. *"Certains disent que l'unité ne doit pas être un prétexte à l'immobilisme, mais nous devons également dire que l'ambition ne doit pas être une excuse pour les divisions"*, souligne la source européenne. Le président du Conseil européen n'a de cesse d'insister sur l'unité des Vingt-sept, mais a aussi entendu les appels de certains Etats membres, dont la Belgique, pour une Europe à plusieurs vitesses.

Parce que le débat politique au plus haut niveau pour régler les désaccords, *"ça ne marchera pas à tous les coups"*, prévient un diplomate. La "méthode Tusk" prévoit donc qu'en cas d'impasse, *"la seule solution pour avancer réside dans une coopération renforcée entre les pays qui la souhaitent"*.

Olivier le Bussy

"Nous allons essayer de trouver un consensus, mais l'immobilisme n'est pas une option."

Charles Michel

Premier ministre belge

alléger la charge d'un Etat confronté à un afflux massif.

Le Parlement européen, de son côté, a adopté ce jeudi un projet de refonte totale du système de Dublin. Les eurodéputés proposent d'abandonner le critère du premier pays d'entrée dans l'UE et de prendre en compte les "liens réels" (la famille, une résidence antérieure, des études) du demandeur d'asile avec un Etat membre, qui en serait alors responsable. En l'absence de tels liens, serait alors activé un mécanisme automatique de relocalisation. Les Etats récalcitrants devraient payer jusqu'à 250 000 euros d'amende par réfugié refusé. Les Etats membres "d'entrée" seraient alors uniquement chargés d'enregistrer l'ensemble des arrivants et d'évaluer la probabilité pour le migrant d'obtenir l'asile.

Le projet est ambitieux mais risque d'être plombé par la position du Conseil – si position il y a. *"Le sujet est si sensible qu'il faudra tout faire pour obtenir un consensus. Nous tirerons les conclusions en mai ou juin 2018"*, prédit une source européenne. *"Ce sera le moment de vérité"*, insiste une autre. Mais *"l'immobilisme n'est pas une option"*, a prévenu le Premier ministre belge Charles Michel. La nouvelle politique migratoire pourrait en effet être adoptée à la majorité qualifiée, au risque de provoquer une nouvelle levée de boucliers de pays tels la Hongrie ou la Pologne, si l'accent est davantage mis sur la solidarité. Ou de l'art de tourner en rond.

Maria Udrescu